



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Pris-a-leur-propre-piege>

# Pris à leur propre piège

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2011 - N° 1125 - novembre 2011 -

Date de mise en ligne : samedi 3 mars 2012

Date de parution : novembre 2011

## **Description :**

Marie-Louise Duboin dénonce une nouvelle fois la loi qui interdit à la BCE d'aider les États comme elle aide les banques privées... qui en profitent.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

Si ses conséquences n'étaient pas si graves, la panique manifeste du duo "Merkozy" ferait bien rire : à peine prétendaient-ils avoir réussi, non sans mal, à mettre au point une nouvelle série de mesures qui devaient tout régler ... que patatras, elles s'avèrent aussi inefficaces que les précédentes ! La politique qu'ils mènent, contre vents et marées des populations, ne fait l'unanimité que sur un point : tout le monde est mécontent ! Même "les marchés", toujours "inquiets". Néanmoins, si grande que soit leur désillusion, elle ne justifie pas la façon dont ils ont traité le Premier Ministre du pays où est née la démocratie. En le "convoquant" à Cannes, en le faisant poireauter pour l'humilier, avant de le menacer s'il ne leur obéissait pas, le duo Merkozy a, une fois de plus, laissé paraître son ambition d'imposer sa volonté ... et sa fureur de constater qu'en la matière, les marchés sont plus forts qu'eux !

Mais à qui la faute, sinon aux gouvernements eux-mêmes [1] ? En France, c'est sous le gouvernement Pompidou que Valéry Giscard d'Estaing a fait voter, en janvier 1973, la loi qui a interdit à la Banque de France de financer, par création monétaire, les déficits publics. C'est bien cette loi, reprise dans le traité de Maastricht, et dans les traités européens depuis, qui prive les États des avances qu'ils obtenaient jusque-là, sans intérêt ou à taux très faible. C'est cette loi qui les oblige à faire appel aux marchés financiers, donc à emprunter aux banques privées... et à des taux d'autant plus élevés que les États sont en difficulté ! Grâce à cette loi, la Banque Centrale Européenne, qui n'a plus le droit de financer les États, refinance par contre les banques privées, et à des taux très faibles, ce qui permet à ces banques de prêter aux États, et à des taux bien plus élevés, et d'encaisser la différence ! Ce sont ces taux, souvent usuraires, qui expliquent la croissance de la dette publique, ce n'est pas l'augmentation des dépenses sociales, contrairement à ce qu'on cherche à faire croire pour justifier sa diminution.

Alors pourquoi nos gouvernements, qui se sont ainsi eux-mêmes placés sous la tutelle des marchés, s'entêtent-ils dans leur monstrueuse erreur ? Puisqu'ils ont pu faire cette loi, ils peuvent l'abroger. Pourquoi persistent-ils dans la construction d'une Europe faite en dépit du bon sens, au profit de la finance et au détriment des populations ? Pourquoi s'obstinent-ils à imposer l'austérité, dont l'effet est de ralentir encore l'activité économique, d'augmenter le chômage, de diminuer les rentrées fiscales, toutes conséquences qui rendront encore plus difficile le remboursement de la dette ? En croyant rassurer les marchés, ils leur donnent de nouvelles raisons de s'inquiéter, et d'augmenter leurs taux d'intérêt ! Mais quelle absurdité !

La "crise" va bien au-delà de la dette de la Grèce, de la gouvernance de l'Italie, du chômage en Espagne, ou de la sortie ou non de l'euro, etc. Le seul problème, car il est à l'origine de tous les autres, c'est la mainmise de la finance sur le monde, qui a été installée par des lois scélérates, au nom d'une idéologie libérale dont nos gouvernants croyaient pouvoir profiter, souvent par ambition personnelle... mais ils sont pris dans leur propre piège.

La seule issue est que les démocraties reprennent le pouvoir souverain de création monétaire, pour que la monnaie redevienne un lien public, créé démocratiquement par une institution publique et dans l'intérêt général.

Heureusement, les mouvements sociaux, qui semblent l'avoir compris, se développent de plus en plus. Il faut absolument soutenir cette insurrection civique et pacifique, par exemple en signant l'appel pour un audit citoyen de la dette publique, sur le site <http://www.audit-citoyen.org/>.

---

[1] Tout ceci est bien expliqué dans [Mais où va l'argent ?](#)